



## Bulletin de StreetNet No. 7 Avril 2006

Le StreetNet International, la fédération internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue. Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001 Afrique du Sud. e-mail [stnet@iafrica.com](mailto:stnet@iafrica.com)

Nouvelles sur site web MEI 1, 2006 [www.streetnet.org.za](http://www.streetnet.org.za)

### Dans ce numéro:

- **Visite sur Le Terrain en Asie...page 1**  
Par Pat Horn, Coordinatrice Internationale de StreetNet
- **Progrès de StreetNet depuis son inauguration internationale (2003 - 2005)...page 4**  
Par Pat Horn, Coordinatrice Internationale de StreetNet
- **Nouvelles zones de travail dans StreetNet...page 6**  
Par Pat Horn Coordinatrice Internationale de StreetNet
- **L'Atelier PSI - StreetNet à São Paulo...page 9**
- **La Coordinatrice Internationale déportée du Zimbabwe...page 10**
- **Sénégal: Atelier BIT/ICC sur protection sociale de l'économie informelle...page 11**  
Par Chris Bonner (WIEGO) et Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International
- **Inauguration nationale d'ASSOTSI, Mozambique...page 14**
- **Nouvelles en bref...page 14**
- **Une organisatrice retranchée commence une Coopérative...page 15**  
Par Thandiwe Xulu
- **Les barbiers des rues de Durban ont créé l'Association Siyagunda...page 17**  
Par Gaby Bikombo, Président de l'Association Siyagunda

## **VISITE SUR LE TERRAIN EN ASIE**

**Par Pat Horn, Coordinatrice Internationale de StreetNet**

La première visite de StreetNet sur le terrain au Bangladesh, au Népal et au Sri-Lanka a eu lieu du 15 Novembre au 8 Décembre 2005. En cours de route, je suis allée à Pusan, Corée, à l'invitation de notre affiliée KOSC (Confédération Coréenne des vendeurs sur la rue) pour animer un atelier sur "APEC et Pauvreté: la répression des pauvres par le gouvernement coréen" qu'ils avaient organisé. Il y avait aussi un rassemblement pour célébrer le 19ème anniversaire de KOSC. Les membres de KOSC venant par leurs bus y ont participé. Le secrétaire de StreetNet Elvis Chishala (de la Zambie) avait été invité pour participer à ces événements, mais le gouvernement coréen lui a refusé le visa.

J'avais l'intention d'inclure dans ma visite un voyage au Pakistan, mais ça n'a pas été possible de faire les contacts d'avance avec les organisations sur place. Par contre, SEWA (Association des femmes travailleuses indépendantes) Bharat a organisé un petit programme à Delhi. J'ai rencontré les dirigeants des vendeurs qui avaient été déplacés de derrière la RedFord, un endroit historique de Delhi. SEWA avait négocié des arrangements alternatifs. J'ai rencontré aussi les vendeurs des livres qui vendaient les livres depuis plusieurs années à Daranganj Book Bazaar (vente de charité des livres de Daranganj), qui a périodiquement stoppé, mais ils reviennent toujours au même endroit.

### **NEPAL**

L'affilié de StreetNet NEST (Syndicat des vendeurs sur la rue de Népal) a été formé par GEFONT (Fédération générale des Syndicats du Népal) après le séminaire régional de StreetNet d'Asie à Patna en 2002. Ils organisent les vendeurs sur la rue, vendeurs au marché et colporteurs, et maintenant ils sont agréés avec le Département du travail. Ils ont des comités locaux dans 25 des 35 districts de Népal, et le nombre des membres s'est accru. 3500 ont payé leurs cotisations. Le quota est de 25% pour la participation des femmes au comité central de 15 délégués. J'ai participé à une conférence locale de NEST et j'ai aussi visité les vendeurs sur la rue dans différents lieux autour de Kathmandu. Dans une réunion de 30 dirigeants local de NEST, les participants ont expliqué que la situation politique répressive au Népal a eu un impact majeur sur la situation des vendeurs sur la rue; beaucoup d'accords avec les autorités locales sur les droits des vendeurs sur la rue avant le Coup d'Etat avaient été ignorés par le régime militaire. Les dirigeants locaux de NEST sont en train de jouer un rôle clairement actif en cherchant des solutions aux problèmes de leurs membres dans chaque milieu.

GEFONT a organisé pour moi une rencontre avec le Congrès Syndical de Népal (NTUC) qui a un syndicat dans le Secteur commercial, NCSEF (La fédération des commerçants et des travailleurs indépendants de Népal) affiliée à la fédération du syndicat global UNI (Réseau du syndicat international). Une réunion sectorielle a été organisée conjointement avec NEST et NCSEF, faisant partie du processus d'unité du syndicat national.

## **BANGLADESH**

L'affilié de StreetNet SEU (Syndicat des travailleurs indépendants) a été formé en 2003 par la BFTUC (Congrès des syndicats libres de Bangladesh) - un des 36 centrales syndicales nationales au Bangladesh. Parce que la loi de Bangladesh ne permet pas les syndicats dans l'économie informelle, ils ont été obligés de faire agréer SEU en tant qu'association bien qu'ils sont structurés comme syndicat. Ils ont 2875 membres dans 108 branches qui ont payé leurs cotisations; en ce qui concerne les vendeurs sur la rue, vendeurs de nourriture sur la rue, tailleurs à domicile (qui vendent leurs produits sur la rue) et les vendeurs dans des kiosques mobiles. BFTU font partie d'un programme conjoint avec d'autres syndicats affiliés à ICFTU (Confédération internationale des syndicats libres), pour organiser ce qui n'est pas organisé dans l'économie informelle. J'ai observé un cours à Azanpur et Mirpur quartiers de Dhaka. Les formateurs venant des différents syndicats de BFTUC avaient participé à la formation de base des formateurs. Les participants incluaient les vendeurs du thé, les tailleurs à domicile, les travailleurs dans de petits garages, vendeurs des fruits, vendeurs des biens, vendeurs des poulets, les conducteurs des pousse-pousses Ricksha et les tirailleurs des pousse-pousses Ricksha.

La branche du bureau de SEU à Narayanganj nous a amenés pour rencontrer le Président du conseil local et les commissaires du district qui ont indiqué leur bonne volonté de coopérer avec SEU. SEU a aussi organisé pour moi, une rencontre avec les dirigeants de l'association des colporteurs Chinnamool de Bangladesh et du syndicat des vendeurs des journaux. Ils ont expliqué que le Premier Ministre actuel a fait de bonnes promesses concernant les droits des vendeurs sur la rue quand son parti était au pouvoir en 1995, mais ils ont perdu les élections avant que ces bonnes promesses soient honorées. Maintenant, son parti est revenu au pouvoir dans la coalition des 4 partis, mais apparemment ces bonnes promesses ne faisaient plus partie de l'ordre du jour du Premier Ministre.

## **SRI LANKA**

L'affiliée de StreetNet, l'Alliance StreetNet de Sri Lanka, une organisation parapluie nouvellement formée que les associations aussi bien que les individus peuvent joindre reste encore petite. Un membre de l'association à Galle a raconté comment leurs stalles ont été détruites par le tsunami. Vision Mondiale a donné des fonds pour construire de nouvelles stalles, mais l'autorité du développement urbain (UDA) les a détruites et pris les vendeurs au tribunal. UDA a perdu le procès, et la Haute Cour les a ordonné de construire de nouvelles stalles pour les vendeurs. Le secrétaire général de CMU (Syndicat des travailleurs des généraux, de l'industriel et du commercial de Ceylon) Bala Tampoe nous a dit qu'ils sont déterminés à organiser tous les travailleurs aussi bien de l'économie formelle qu'informelle. Il a offert l'assistance de CMU à l'alliance StreetNet de Sri Lanka - comme avait fait la fondation Siyath qui est le point focal pour HomeNet - Sri Lanka.

## Progrès de StreetNet depuis son inauguration internationale (2003 - 2005)

Par Pat Horn, Coordinatrice Internationale de StreetNet

Une évaluation de StreetNet a été faite sous la forme d'analyse SWOT (Points forts, Points faibles, Opportunités et Menaces) par les membres du personnel. L'intégration des réponses au questionnaire d'évaluation de la part des affiliées nous ont dit ce qui suit:

**POINTS FORTS:** StreetNet a une structure démocratique fonctionnelle et une circonscription bien définie. Il ya quelques affiliées fortes avec une bonne capacité organ-isationnelle, et il y avait quelque expansion en Amérique latine en 2005 lorsque SINTEIN de Brésil s'est affilié. Vers la fin 2005 il y avait 20 affiliés repartis dans 18 pays comme suit:

1. ASSOTSI (Associação dos Operadores e Trabalhadores do Mozambique Sector Informal)
  2. AZIEA (Alliance des Associations Zambiennes de Zambie de l'Économie Informelle)
  3. CNTG (Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée)
  4. CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal)
  5. Alliance des vendeurs sur la rue de la Cape Orientale - Afrique du Sud
  6. FEDEVAL (Federación Departamentale de Vendedores Ambulantes de Lima y Callao) - Peru
  7. Alliance StreetNet du Ghana
  8. KASVIT (Alliance des vendeurs sur la rue et Commerçant de Kisumu) - Kenya
  9. Khathang Tema Baits'okoli - Lesotho
  10. KOSC (Confédération Coréenne des vendeurs sur la rue) - Corée du Sud
  11. MUFIS (Syndicat du Malawi pour L'économie Informelle)
  12. NASVI (Alliance Nationale des vendeurs sur la rue de l'Inde)
  13. NEST (Syndicat Nepalais des vendeurs sur la rue - Nepal)
  14. SEU (Syndicat des Vendeurs Indépendants) - Bangl- adesh
  15. SEWA (Association des Femmes Vendeuses Autonomes) - Inde
  16. SINTEIN (Sindicato dos Trabalhadores na Economia Informal) - Sao Paolo, Brésil
  17. Association StreetNet de Sri Lanka
  18. SYNAMAVAB - UNSTB - Bénin
  19. USYNVEDPID - CSPIB - Bénin
  20. ZCIEA (Chambre des Associations de l'Économie Informelle du Zimbabwe)
- Nombre total des membres            202 864 membres**

StreetNet jouit d'une réputation internationale positive. Il ya des directives financiers et administratives claires, exécutées de manière stricte et consistente. La plupart des activités planifiées ont été mise en application - Cependant, dans certains cas, plus tard qu'initialement prévu. Une bonne formation des dirigeants en gestion financière a montré des resultats positifs. Il ya sur place des mécanismes efficaces facilitant la

participation des femmes (p.ex un quota de 50% des dirigeants). Le réseau est bon, assurant une exposition internationale et une éducation pour les affiliés.

StreetNet a un bon accès à l'information, et a aidé à développer la capacité organisationnelle de certaines affiliées. En conséquence d'une réceptivité améliorée aux luttes menées par nos affiliées, la solidarité internationale entre nos affiliés est devenue une réalité. Le système de distribution du bulletin s'est amélioré. Davantage de communication avec les affiliés est faite à travers l'internet et les rapports. Nous avons aussi dans une certaine mesure, été à même de renforcer la capacité des vendeurs sur la rue de Durban préalablement non organisés.

**POINTS FAIBLES:** Streetnet est dépendant du financement extérieur- une cause de vulnérabilité. La dépendance sur la Coordinatrice Internationale est excessive - et StreetNet continue avec la recherche d'un Coordinateur -Assistant convenable. Les affiliés ne nous envoient toujours pas rapidement, les rapports sur leurs programmes d'activités, la mise en application est parfois retardée, et il ya faible contact entre les affiliés dans certaines régions. La présence de StreetNet est irrégulière dans les pays des différentes affiliés - étant faible dans ceux où il n'ya pas de représentant au Conseil International.

D'autres points faibles reconnus sont la dominance Anglophone contre la quelle l'organisation lutte constamment., et manque de progrès dans la formation d'une Alliance Nationale des vendeurs sur la rue en Afrique du Sud. Les systèmes administratifs sont encore inappropriés pour une organisation considérablement élargie. Des attentes persistentes et irréalisables d'assistance financière de la part de certaines affiliées présente un défi continu.

**OPPORTUNITÉS:** Le travail de StreetNet présente des possibilités de renforcer l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle toute entière. Des liens horizontaux entre les affiliés de StreetNet peuvent être renforcés à travers les visites d'échange; la surveillance et le soutien pour les affiliés peuvent être assurés à travers les visites sur terrain. StreetNet a l'opportunité d'établir des structures régionales conduites par les affiliés - et développer les liens dans la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe) à travers SATUCC (Syndicat de l'Afrique Australe & Conseil de Coordination).

À travers ses origines féminines StreetNet a l'opportunité d'initier le développement considerable des dirigeants féminins dans le secteur de vente de la rue. De bonnes relations avec les syndicats nationaux et les fédérations syndicales mondiales présentent des opportunités supplémentaires. Il ya une opportunité d'établir un système urbain basé sur le principe d'observatoire pour le suivi des poli-tiques de développement en rapport avec la vente de la rue dans toutes les villes du monde. StreetNet voit aussi des possibilités de faire de l'impact sur les notions courantes de "villes de classe mondiale" et de développer des contacts sociaux innovés concernant la réglementation des vendeurs ambulants.

**MENACES:** La plus grande menace dans le secteur de vente de la rue est causée par un élément d'intérêt personnel de la part des dirigeants, et des conflits au sein ou entre organisations. Du côté financier, il ya une menace contin-uelle de retrait de financement (qui peut être provoqué parfois une réaction aux facteurs innocents

tels que la sous-consommation ou consommation retardée des fonds sur les activités des pays concernés due aux contraintes d'aptitude des affiliées).

### **Projets par pays réalisés en 2005**

- Les visites d'échange ont eu lieu entre KOSC (Corée) et NASVI (Alliance nationale des organisations des vendeurs sur la rue de l'Inde) et SEWA (Association des Femmes Vendeuses Indépendantes - Inde), en Avril et Juin 2005, et entre AZIEA (Alliance des Associations Zambiennes de l'économie informelle) et ZCIEA (Chambre des Associations de l'Économie Informelle du Zimbabwe) en Septembre et Décembre 2005.
- Lancement d'ASSOTSI (Mozambique) en tant qu'Organisation Nationale - avec le soutien de l'OTM Centre Syndical National - a eu lieu en Octobre 2005.
- AZIEA et ZCIEA ont participé au forum social du Zimbabwe en Octobre 2005, y compris une discussion entre les commerçants transfrontaliers Zambiens et Zimbabwéens ainsi que les Officiels gouvernementaux des Départements d'Immigration et des Affaires Étrangères.
- AZIEA et ZANAMA (le plus grand affilié d'AZIEA) ont tenu un atelier sur les Coopératives de Service - Avec préparation préalable et assistance technique de l'OIT, département des Coopératives. Cet atelier s'est tenu en Zambie en Novembre 2005, avec la participation des représentants de ZCIEA et le Syndicat du Malawi pour le secteur informel.
- L'Alliance StreetNet du Ghana a tenu un Atelier national sur le renforcement des capacités en Novembre 2005 après leur conférence des délégués pendant laquelle un nouveau Comité Exécutif a été élu.
- Le Syndicat du Malawi pour le secteur informel a organisé un atelier sur le renforcement des capacités et par la suite, une campagne de formation des syndicats locaux avec le soutien de Guerre sur ce qu'on Veut (War on Want).

### **Programme UNI (Union Network International) - StreetNet**

Ce programme concerne les 8 pays francophones Ouest Africains suivants: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Ainsi qu'une activité au Lesotho où tous les deux UNI et StreetNet ont des affiliés. Ce programme de 3 ans a commencé en Avril 2005 et continuera jusqu'en Mars 2008. La Coordinatrice Internationale et l'Administratrice sont impliquées dans l'implémentation, ainsi que les affiliés dans les pays concernés.

### **Le Programme ISP (Internationale des Services Publics) - StreetNet**

En Novembre 2005, un atelier conjoint a été organisé à Sao Paulo au Brésil, impliquant l'affilié de StreetNet à savoir SINTEIN et les affiliés locaux de ISP. CUT Sao Paulo a assisté SINTEIN en ce qui concerne l'organisation et la coordination avec ISP. Cet atelier faisait suite à un autre atelier conjoint en Février 2005 en Zambie entre l'affilié de Streetnet AZIEA (et le plus grand affilié d'AZIEA à savoir ZANAMA) et l'affilié de ISP - le syndicat des travailleurs du Gouvernement local ou ZULAWU, qui a développé une plate-forme conjointe des demandes en rapport avec les municipalités Zambiennes.

## **Nouvelles zones de travail dans StreetNet**

### **Par Pat Horn Coordinatrice Internationale de StreetNet**

StreetNet va continuer avec le même type d'activités qui ont bien fonctionné jusqu'à présent, à savoir:

- Visites sur terrain pour nous familiariser avec la situation des organisations des vendeurs sur la rue dans des pays différents.
- Visites d'échange entre les affiliées de StreetNet des pays différents pour apprendre des expériences des uns et des autres.
- Soutenir les processus d'établissement des alliances nationales des vendeurs sur la rue dans les pays où ces vendeurs sur la rue ne parlent pas encore d'une même voix.
- Soutenir le renforcement des capacités et ateliers de formation sur les capacités de négociation pour les dirigeants des vendeurs sur la rue parmi les organisations affiliées à StreetNet.

### **Plan triennal**

Nouvelles zones: Pendant que nous continuons avec notre travail en Afrique, Asie et Amérique latine, nous avons décidé de commencer de nous étendre dans les Caraïbes et l'Europe de l'Est.

Développement du site web: La première page du site Web a été modifiée. Les thèmes suivants vont fonctionner sur le site web pendant l'année 2006:

- La journée des femmes;
- Le 1er Mai - Journée internationale des travailleurs;
- Le Thème Régional de l'Amérique latine;
- Société Civile et Commerce Mondial - En préparation du Forum Social Mondial 2007.

Nous ferons une caractéristique spéciale sur le site web concernant le travail des mineurs dans le secteur de vente de la rue, à la journée internationale des enfants. Un observatoire urbain pour surveiller les développements urbains mondiaux et les tendances dans le secteur de vente de la rue de l'économie informelle, sera aussi développé si nous pouvons obtenir son financement.

**Sécurité Sociale:** Nous travaillerons avec le programme de Sécurité sociale de WIEGO. La première activité autour du thème de Sécurité Sociale sera la visite d'échange entre SEWA et le Département des femmes de CNTS (Senegal). Depuis que nous avons travaillé avec le bureau du BIT - STEP sur les préparations pour l'atelier régional de ICC à Dakar en Octobre 2005, une fondation a été posée pour une relation de travail que nous espérons développer davantage.

**Bulletin:** Certains de nos affiliés ont recommandé que nous augmentions la fréquence du bulletin, du semestriel au trimestriel. Nous allons essayer de chercher le financement nécessaire pour ça.

**Formation des dirigeants:** À l'atelier des dirigeants de l'an dernier en Zambie, la recommandation principale qui est sortie de notre évaluation était de faire peu de

sujets mais en profondeur. Avec le conseil international, nous proposons de faire ce qui suit en 2006:

- La gestion des projets: Étude technique de différents aspects, y compris la gestion financière.
- Problèmes politiques liés au commerce mondial: En préparation, pour une participation plus informée au forum social mondial.
- Comment les problèmes du commerce; mondial affectent les vendeurs sur la rue.
- Comment StreetNet devrait réagir;
- Comment faire que ces problèmes soient utilisés au profit des vendeurs sur la rue ou leur permettre de s'organiser.

**Atelier SATUCC:** StreetNet et SATUCC (Syndicat de l'Afrique Australe & Conseil de Coordination) se sont mis d'accord pour organiser un atelier conjoint pour tous les affiliés de SATUCC (14 au total) et StreetNet dans la région de la SADC pour pouvoir:

- (i) Promouvoir l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle dans la région;
- (ii) Conjointement explorer les voies d'améliorer les normes de travail de tous les travailleurs dans la région quels que soient les secteurs dans les quels ils sont;
- (iii) Conjointement explorer les défis pour le mouvement syndical;
- (iv) Sensibiliser les dirigeants syndicaux de prioriser la formation des organisations des travailleurs dans l'économie informelle, et disponibiliser les ressources humaines et financières pour l'exécution de tels programmes.

**Activisme Litigieux:** Les procès suivants se sont jusqu'alors présentés eux-mêmes:

- Procès contre le conseil métropolitain de Durban par le Centre des ressources légales contestant le droit de confisquer les biens des vendeurs sur la rue et la constitutionnalité des arrêtés municipaux de Durban sur le commerce de la rue à cet égard (plainte portée au tribunal de grande instance de Durban le 22 novembre 2005);
- Possibilité d'une action de groupe contre la politique de Durban sur l'Économie informelle (Ceci depends d'avoir un groupe de demandeurs ayant suffisamment de cohésion);
- Procès en appel au Bangladesh contre un jugement défavorable aux vendeurs ambulants (plainte portée en appel en 2001 mais pas encore passée en audience).

Nous continuons d'être attentives à de bonnes opportunités litigieuses, et nous allons faire circuler un memorandum aux affiliées à la recherche des plaintes litigieuses convenables. Nous ferons le suivi avec NASVI pour nous renseigner sur les progrès dans la législation, en rapport avec la nouvelle politique nationale sur la vente de la rue. En 2007 nous organiserons un atelier légal international.

**Formation et travail politique:** Nous resterons ouvertes à réagir aux demandes pour ce type de travail. Ce programme va dépendre donc du type des requêtes que nous recevons.

**Forum Social Mondial 2007:** Nous allons participer au forum social mondial 2007 (qui se tiendra à Nairobi-Kenya) avec une importante délégation de StreetNet, ayant

comme but d'organiser les événements destinés à la conscientisation des mouvements sociaux à propos des vendeurs sur la rue et d'autres travailleurs dans l'économie informelle, leur organisation et représentation, et la constitution d'alliances entre les organisations des travailleurs et mouvements sociaux. Nous devons le faire conjointement avec des organisations partenaires. Au cours de l'an 2006, nous allons nous adresser à de différentes organisations à propos des possibilités de travailler ensemble sur ça.

## **Campagnes Internationales**

**Campagne des villes de classe mondiale** - Défier la notion de "villes de classe mondiale" qui exclut le pauvre et force les vendeurs sur la rue au chômage, chaque fois que les villes se préparent à organiser de grands événements internationaux tels que les jeux olympiques, les compétitions de la coupe du monde, les conférences de MNA (Mouvement des Non-Alignés) ou CHOGM etc. L'idée est de lancer la campagne et la rendre opérationnelle dans chaque pays où un événement international est attendu et le pays se prépare d'attaquer les seules sources des revenus des vendeurs sur la rue. Au courant de l'année 2006 nous allons lancer la composante Sud Africaine de la campagne de StreetNet sur les villes de classe mondiale à la rencontre nationale des vendeurs sur la rue sur ce qui leur arrivera en préparation de la coupe du monde de FIFA en 2010.

**Nouveau Code /Déclaration des vendeurs sur la rue** - Afin d'actualiser et améliorer sur la déclaration de Bellagio qui était conçue à la première rencontre internationale sur les vendeurs ambulants, une campagne participative sera entreprise, impliquant toutes nos affiliées et d'autres organisations des vendeurs sur la rue enverront leurs points de vue sur ce qui devrait être inclu dans le Code ou Déclaration International des vendeurs sur la rue.

**Suivi et évaluation:** Dans leurs rapports annuels au Conseil International, les affiliés vont faire un rapport sur les aspects suivants de leur travail, ce qui fournit des informations pour l'évaluation interne du progrès de nos affiliés:

- Adhésion
- Dirigeants
- Elections (si elles sont actualisées)
- Payement des cōtisations
- Activités
- Résultat de leurs relations avec StreetNet.

## **L'Atelier PSI - StreetNet à São Paulo**

CUT (SP), Le Bureau Provincial de São Paulo du Centre Syndical du Brésil, l'affiliée de StreetNet SINTEIN et CONTRACS CUT (Syndicat des travailleurs des secteurs du Service et du Commerce) ont organisé un séminaire sur les Travailleurs de l'Économie Informelle du 09 au 10 Novembre 2005. Ce séminaire était une première qui focalise sur l'économie informelle et qui a réuni ensemble les structures syndicales du commerce formel et informel pour discuter des problèmes d'intérêt commun.

Le Séminaire a été co-organisé par la Fédération Syndicale Mondiale, Services Publics International (PSI) et StreetNet International et s'est tenu au bureau de SINTEIN à São Paulo.

Les questions discutées au séminaire étaient premièrement l'économie informelle et le rôle de l'État et le défi que ceux-ci présentent au CUT/SP en tant que centre syndical national. Deuxièmement, de voies alternatives de former des syndicats qui sont appropriés pour les travailleurs de l'économie informelle; les conditions de travail dans ce secteur étaient aussi à l'ordre du jour pour discussion.

### **Objectifs**

- Améliorer la capacité d'organisation et inculquer la discipline dans le secteur informel.
- Intensifier la demande pour la législation et la réglementation spécialement pour l'économie informelle.
- Investir dans le développement des connaissances et le renforcement de capacités.

Le Président de CUT São Paulo, Edilson de Paula Oliviera a signalé que le chômage était la cause principale de l'économie informelle. Il a réitéré que CUT continue à être déterminé quant à l'organisation de l'économie informelle. Il a été noté que 96% des travailleurs de l'économie informelle ne reçoivent pas de sécurité sociale. Une législation qui est sensible aux besoins des micro-entreprises familiales et individuelles est nécessaire et une telle législation doit avoir des mécanismes qui arrivent à une taxation appropriée pour les travailleurs de l'économie informelle.

Les institutions qui octroient des micro-crédits doivent être beaucoup plus flexibles afin de répondre aux besoins des travailleurs dans le secteur informel. L'identité du travailleur dans l'économie informelle est réprimée et le secteur est marginalisé. L'économie informelle est en train de croître et contribue à la croissance économique.

### **Résolutions**

- Syndiquer les travailleurs dans l'économie informelle.
- Créer davantage de forums pour discussion et interaction parmi les travailleurs de l'économie informelle, et améliorer le leadership et la force des Dirigeants syndicaux.
- Faire pression en faveur des politiques économiques qui sont transparentes.
- Participation totale dans les défis auxquels le secteur informel fait face.
- Créer des réseaux domestiques pour la formation des organisations des travailleurs basés à la maison.
- Travailler ensemble avec le secteur public et privé ainsi que la société civile et trouver les moyens à travers lesquels les conditions de travail du secteur informel peuvent être améliorées.

La documentation sur l'économie informelle sera présentée par CUT/SP à l'administration municipale, à la province de São Paulo et au gouvernement fédéral. Le congrès annuel prochain de CUT-Brésil en 2006 aura comme thème: l'Économie

Informelle. (Source: Rapport par Elida Cruz - ISP et annonces sur le site Web par CUT/SP)

## **La Coordinatrice Internationale déportée du Zimbabwe**

La Coordinatrice de StreetNet International, Pat Horn, était déportée du Zimbabwe après avoir été invitée par l'affilié de StreetNet ZCIEA et le congrès des syndicats du Zimbabwe ZCTU, pour faciliter la session à l'école d'argent du travail (Silver School of Labour) sur le travail convenable et l'économie informelle. L'école devrait inaugurer un colloque pour les travailleurs formels et informels au Zimbabwe. ZCTU a dit que la police a essayé de stopper l'école d'argent de commencer le premier jour. La police alors insista de participer à toutes les activités mais le ZCTU lui refusa cette chance. Ils ont passé toute la journée assis à l'extérieur du lieu de la session à l'école d'argent. Le ZCTU a dit que la déportation de Mademoiselle Horn était similaire à l'action menée contre la délégation du COSATU en Février 2005.

## **Sénégal: Atelier BIT/ICC sur protection sociale de l'économie informelle**

**Par Chris Bonner (WIEGO) et Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International**

L'atelier, "combiner nos efforts: Organiser pour un travail convenable dans l'économie informelle: La voie de sortie de la Pauvreté", s'est tenu du 25 au 27 Octobre à Dakar, Sénégal. Il était principalement financé par le BIT (Bureau International du Travail), et planifié sous forme d'efforts combinés d'ICC (Comité International de Coordination pour l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle) et du BIT pour rassembler les syndicats/ organisations des travailleurs qui organisent les travailleurs informels pour échanger les expériences, identifier les problèmes et développer l'organisation des stratégies en focalisant spécialement sur la protection sociale des travailleurs informels.

Les objectifs de cet atelier régional étaient:

- Mieux comprendre la chance, lacunes et les besoins de la protection sociale des travailleurs de l'économie informelle;
- Développer les stratégies pour intensifier l'organisation des travailleurs de l'économie informelle;
- Discuter le rôle des organisations des travailleurs pour améliorer la protection sociale dans l'économie informelle;
- Discuter la coordination future entre organisations des travailleurs dans l'économie informelle; et développer les mécanismes pour une telle coordination;
- Construire les liens entre les pays anglophones et francophones en vue de maximiser le partage des expériences en organisant les traditions entre eux en organisant l'économie informelle;
- Identifier les partenariats et alliances existants et nouveaux;
- Collectionner les ajouts pour le manuel des organisateurs qui est en train d'être préparé en tant que projet d'ICC;

- Préparation régionale à la prochaine Conférence Internationale qui sera convoquée par ICC au Ghana.

## **Les participants**

Les fédérations des syndicats nationaux affiliés à la Confédération Internationale des syndicats libres (ICFTU) et la WCL (Congrès mondial du Travail) ont participé. La majorité sont des délégués des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, Sénégal, Niger, Mali, Guinée, République Démocratique du Congo (RDC), Bénin et Bourkina Faso. Les participants anglophones venant du Ghana, Nigeria et Zimbabwe ont participé. L'ICC était représenté par Pat Horn, Kofi Asemoah (Ghana TUC), Lumus Ukamba (Congrès Nigérien du travail), et Mirai Chatterjee (SEWA). Chris Bonner et Françoise Carre venant de WIEGO (Femmes dans l'emploi informel: Globalisant et organisant) ont aussi participé.

Le BIT était représenté par STEP (Protection sociale) et les représentants d'ACTRAV (Bureau des travailleurs) venant du bureau régional de Dakar aussi bien que le BIT du bureau de Genève. Il y avait les représentants venant d'OATUU (Organisation des Syndicats Africains), Afro-ICFTU et ODTA (Bureau régional africain de WCL). La conférence a été ouverte par le Ministre sénégalais de l'Administration publique, du travail, emploi et organisations professionnelles, Adame Sall; Directeur exécutif de la protection sociale du BIT, Assane Diop et le Directeur du bureau sous régional pour le Sahel au Sénégal, Ould Sidi. Abdou-laye Diallo, consultant au BIT et autre fois avec ACTRAV pour beaucoup d'années était le facilitateur général.

## **Programme**

Projet du BIT sur l'organisation dans l'économie informelle: Le BIT et DANIDA (Agence Danoise de Développement) avaient tenu un projet dans quatre pays: Bourkina Faso, Mali, Niger et Sénégal qui entrait dans la dernière phase allait au deuxième étape au Niger et au Bourkina Faso; il a été rapporté qu'au Niger il y a maintenant cinq syndicats des travailleurs informels et une confédération des travailleurs de l'économie informelle dans laquelle trois fédérations sont représentées. Au Sénégal, trois fédérations ont des personnes responsables des travailleurs informels. Au Burkina Faso il ya 70.000 membres dans cinq syndicats des travailleurs informels. Les modules de formation sont développés pour ce projet.

**Etude sur l'organisation dans l'économie informelle:** Avant l'atelier, un ensemble des questions avait été envoyé aux organisations participantes. 26 organisations ont répondu, 22 fédérations/syndicats dont 18 étaient de la langue française. La rapport condensé pourvoyait un survol intéressant de ce qui se passait à travers la région. Par exemple, 20 syndicats/fédérations ont signalé qu'ils avaient créé des corps/structures pour organiser les travailleurs informels.

**Protection sociale:** Les Présentations étaient données par:

- SEWA (Mirai Chatterjee);
- Rakawin Lee (de Thailand);
- BIT-STEP dans la région, focalisant sur les mutuelles comme instrument principal (500 systèmes dans l'Afrique francophone avec un million de

- bénéficiaires) et un nouveau plan pour les travailleurs de transport (formels et informels) au Sénégal, BIT/Syndicats partenaires du projet;
- Un réseau des mutuelles de crédit et d'épargne au Sénégal (PAMECAS);
- Assemblée Nationale pour le dialogue rural, Sénégal, travaillant avec les agriculteurs/pêcheurs pour créer une protection sociale pour la population rurale au Sénégal spécialement les femmes.

**Organiser les travailleurs dans l'économie informelle:** Après la présentation sommaire par Kofi Asemoah, Ghana TUC, les participants étaient divisés dans des groupes de discussion. La session était engageante et a fait sortir beaucoup d'informations sur ce qui se passait et les obstacles pour organiser et les opportunités.

### **Conclusions et recommandations finales**

- Plus de 80% de travailleurs sont dans l'économie informelle. Les syndicats ont le devoir d'organiser les mandats de la solidarité;
- Le besoin des travailleurs de l'économie informelle pourvoit une opportunité pour le développement des syndicats;
- Les organisations de la société civile ont déjà commencé à s'organiser. Les syndicats peuvent amplifier ce que font les autres;
- S'organiser est un devoir avec ou sans syndicats;
- Les syndicats ont de l'expérience dans l'organisation mais pas dans l'économie informelle. Elles devraient utiliser leur expérience de l'économie formelle et l'adapter à l'économie informelle;
- Les syndicats ont besoin des nouvelles méthodes, stratégies et attitudes;
- Les syndicats/fédérations ont besoin du comité spécial, département ou bureau;
- Les syndicats ont besoin de définir leur rôle en organisant les travailleurs informels dans les négociations collectives, dialogue social, connaissance de la loi du travail et les méthodes de la protection sociale;
- Ils devraient jouer un rôle actif dans la défense et en tant que voies d'information avec les gouvernements et parlements, au niveau national, local et provincial.

### **Programme d'action**

Les participants ont proposé le programme d'action suivant:

- Produire une brochure basée sur l'atelier;
- Produire un manuel sur l'organisation dans l'économie informelle pour les syndicats et les travailleurs;
- Avoir l'information disponible au BIT (Conférence Internationale du travail) 2006;
- Tenir un événement à part au BIT 2006;
- Travailler sur la défense et le contrôle et tenir les syndicats informés;

De façon intéressante, ce programme est très similaire à l'autre développé par les participants à la première réunion internationale ICC à Ahmedabad en décembre 2003 et la réunion de suivi à Genève en juin 2004. Les travailleurs organisés sont dans la même voie quand il s'agit d'être sérieux au sujet de combiner les efforts pour étendre l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle.

**“Combiner nos efforts”**: La conférence internationale prochaine sur l’organisation des travailleurs de l’économie informelle est prévue au Ghana, nous espérons au courant du mois de septembre 2006. Le congrès syndical (TUC) du Ghana organisera cette conférence au nom du Comité International de Coordination (ICC) sur l’organisation dans l’économie informelle. Cette conférence suit la première conférence d’ICC tenue à Ahmedabad en décembre 2003, la réunion internationale d’ICC s’est tenue à Genève en juin 2004 et la réunion régionale africaine conjointement convoquée par ILO et l’ICC à Dakar en octobre 2005.

## **Inauguration nationale d’ASSOTSI, Mozambique**

ASSOTSI (Association des Opérateurs et des Travailleurs du Secteur Informel) a tenu son inauguration nationale du 13 au 14 octobre 2005.

Ceux qui ont pris la parole à cette inauguration étaient le Vice-Ministre Mozambicain de finances, Vice-Ministre du travail, Gouverneur de la Province de Maputo, Gouverneur de la Province de Matola et le Conseiller de la Municipalité de Matola qui est responsable du développement économique.

Le Gouverneur de Maputo a reconnu le rôle de l’économie informelle dans la Province et dans tout le pays et a encouragé la création des syndicats qui vont améliorer la qualité de la vie des travailleurs de l’économie informelle. Le Ministre de finances, dans sa parole, a dit que le secteur informel joue un rôle important dans le développement du pays.

L’ordre du jour de la conférence incluait une analyse de l’économie informelle et l’organisation des travailleurs, la présentation du projet de constitution, la discussion du programme de cinq années d’ASSOTSI et les élections.

La conférence a résolu de:

- créer l’espace de dialogue avec les autorités locales;
- obtenir les solutions aux problèmes d’hygiène, sécurité, environnement et identification des places locales appropriées aux activités du secteur informel;
- développer le financement de micro-crédits;
- développer le renforcement des capacités et les connaissances dans l’administration des petites affaires;
- créer les mécanismes qui faciliteront l’inclusion des travailleurs de l’économie informelle dans le plan national de sécurité sociale;
- prendre des étapes pour créer les mécanismes pour l’assistance sociale et la solidarité sociale;
- développer une voie progressive dans laquelle les gens seront encouragés à entrer dans le secteur informel.

La OTM était responsable pour la formation d’ASSOTSI, et à l’inauguration nationale, les délégués ont approuvé la décision que ASSOTSI devient l’affilié indépendant du centre syndical (Source: Rapport par OTM).

## Nouvelles en bref

**Visite de ZCIEA en Zambie:** Les affiliés de StreetNet ZCIEA (Zimbabwe) et AZIEA (Zambie), ont tenu des visites d'échange pour apprendre à propos de l'organisation des vendeurs sur la rue et du marché et les problèmes qu'ils rencontrent. La délégation du ZCIEA a eu des rencontres avec beaucoup des structures affiliées à AZIEA et un voyage pour la province de Mansa a été effectué. Ils ont visité les marchés de Chisokonye, Choboliya, COMESA, Kowari et le marché de Soweto.

**Visite d'AZIEA au Zimbabwe:** Pendant la visite sur terrain d'AZIEA au Zimbabwe, des réunions ont été tenues avec les organisations membres de ZCIEA et les marchands informels à leurs places de travail à Mutare, Harare, Masvingo, Bulawayo, Gweru et Sanyati. Les Zambiens ont entendu parler des effets de la récente opération gouvernementale Murambatsvina des marchands informels qui ont été déplacés. Ils ont rencontré les Autorités locales à Chitungwiza et Gweru. Dans toutes ces deux villes, une tentative est en train d'être faite par les Autorités locales pour reconstruire les abris au profit des marchands informels. (Source: Rapports - ZCIEA et AZIEA)

**Forum Social de l'Afrique Australe - Zimbabwe:** Le thème du forum était "Rien pour nous sans nous". AZIEA et ZCIEA ont participé au forum. AZIEA a présenté l'expérience Zambienne sur la mondialisation et le besoin pour l'économie informelle de s'organiser. Un Tribunal sur le commerce transfrontalier s'est tenu par une commission en provenance du Zimbabwe, Afrique du Sud, Botswana, Swaziland et Zambie. La délégation Zambienne était invitée par les marchands transfrontaliers Zimbabweens (ZCIEA) pour participer à une réunion avec les officiels gouvernementaux pour trouver des voies d'enlever les barrières et discrimination. La discussion était centrée sur le harcèlement vécu par les marchands transfrontaliers - confiscation des biens sans raison, corruption et paiements doubles. Les associations ont décidé de demander de la transparence des départements d'Immigration et l'établissement d'un système d'identification pour réduire cet harcèlement (cartes d'Identité). (Source: Rapport du ZCIEA)

**Malawi: vendeurs sur la rue font face à l'expulsion forcée en Avril:** Le Président Bingu wa Mutharika a donné aux vendeurs sur la rue jusqu'au 15 avril pour quitter les rues. Les vendeurs ambulants ont livré une bataille continue avec la police qui a ouvert le feu sur eux. Quarante vendeurs sur la rue ont été arrêtés. Davies Chimombo, Secrétaire général de MUFIS (syndicat du Malawi pour l'économie informelle), signale qu'il a rencontré les représentants du gouvernement local à Lilongwe pour discuter à propos de la crise du 08 Février 2006. "À la réunion ils sont parvenus à une assurance qu'il est d'une importance capitale que le dialogue entre parties concernées soit un processus continu", a dit Chimombo. (Source: Rapport de IRIN, 15 Février, 2006; e-mail de Davies Chimombo, 9 March 2006).

**Inde: Journée Nationale des Vendeurs Martyrs -** SEWA et NASVI ont annoncé que le 11 Mai sera choisi comme Journée Nationale des Martyrs en Inde. L'appel suit le suicide des vendeurs sur la rue dans plusieurs villes en protestation contre l'expulsion et perte des moyens de gagner leur vie. Les gouvernements locaux ont ignoré les requêtes qui ont été formulées pour une place alternative où ils devraient

continuer à vendre comme avant; et dans le desespoir ils se sont suicidés. (Source: e-mail de SEWA 14 March 2006)

## **Une organisatrice retranchée commence une Coopérative**

### **Par Thandiwe Xulu**

En 2004 lorsque SEWU (Syndicat des femmes vendeuses Autonomes) était en train de fermer définitivement ses portes, j'ai eu à me demander quel type de travail pouvais-je encore faire comme je n'avais plus d'emploi. Le métier que je connais est celui de couturière, mais maintenant comme la plupart des gens vendent des habits et tabliers, la compétition est très forte dans ce type de travail. J'ai travaillé comme organisatrice pour SEWU et c'est cette capacité d'organisatrice qui s'est révélée être utile dans la concrétisation de ma vision - trouver une voie pour vaincre la pauvreté - la voir se réaliser.

J'ai convoqué une réunion avec les femmes qui travaillent avec moi dans le projet de jardinage dans mon voisinage à Engonyameni, tout près d'Umlazi, au Sud de Durban et je leur ai parlé de ma vision. Ma vision était celle d'un projet de poulailler. Nous avons discuté ma vision et j'ai essayé de les convaincre et leur montrer l'importance de travailler ensemble sous forme d'une Coopérative. Elles ont accepté mon idée premièrement parce que dans notre quartier il n'y a pas de boucherie. Deuxièmement la plupart des femmes ici ne travaillent pas et ce projet ouvre l'opportunité pour elles de gagner des revenus.

Nous avons commencé à contribuer de l'argent qui nous permettrait d'acheter des poules. Nous avons commencé par contribuer R100 par membre et nous avons R1000. J'ai donné une maison qui servirait de poulailler. Tous les membres ont accepté de nettoyer le poulailler.

Nous avons commencé à contribuer de l'argent qui nous permettrait d'acheter des poules. Nous avons commencé par contribuer 1000 rands comme notre capital. J'ai donné une maison qui servirait de poulailler. Tous les membres ont accepté de nettoyer le poulailler.

Le premier problème auquel nous avons eu à faire face dans notre projet est que nos poulets mouraient chaque jour. Nous nous sommes réunies et avons décidé de demander conseil au département d'Agriculture. C'est alors que je téléphonerai Phindile du département d'Agriculture qui nous a trop aidées en nous donnant une formation sur l'élevage des poulets. Après cette formation notre projet de poulailler était prospère.

Nous avons alors commencé à faire le marketing de notre affaire auprès de notre communauté et les gens venaient acheter nos poulets; mais l'affaire était trop lente. Pour discuter ce qui devrait être fait, une réunion a été convenue. Notre solution était d'aller à Umlazi, la ville la plus proche de chez-nous, y faire le marketing de notre affaire. Nous rencontrerons Hadebe, un grand homme d'affaires dans toutes les sections d'Umlazi, qui vend des poulets. Nous lllons négocier avec lui et il acceptera que s'il a besoin de poulets, alors il viendra et acheter chez-nous. Un accord a été signé entre lui et nous. Lorsque nos poulets sont prêts pour vente, je le téléphone et il vient nous les acheter.

Au début du mois de juillet 2005, nous avons eu une réunion avec la travailleuse sociale du Département d'assistance sociale. Elle nous a conseillée d'introduire une demande de financement auprès du gouvernement. Elle nous a aussi aidées à bien élaborer la dite demande. Vers fin Novembre, nous apprendrons que notre demande a été approuvée par le Département d'assistance sociale. La Coopérative a reçu un don de R250 000. 00 pour la construction du poulailler, l'achat des poussins et les rations alimentaires des poulets.

On nous a conseillé de constituer un seul groupe étant donné qu'il y a trois groupes différents dans le quartier d'Engonyameni. Certains d'entre-nous font aussi du jardinage alors que nous ne faisons que du poulailler. Nous avons accepté de former un groupe sous forme d'une Coopérative. Le nom de notre Coopérative est "la Coopér-ative *SILWA NOBUPOFU*", ce qui veut dire lutte contre la pauvreté. Nous sommes très contentes des progrès réalisés par notre projet après les nouvelles du don.

Ensuite, nous nous sommes adressées à notre Induna (chef du village), demander un terrain pour notre Coopérative. Il nous envoya voir le Inkosi (chef coutumier) qui accepta d'octroyer un terrain à la Coopérative. Nous attendons maintenant que la municipalité de Durban vienne faire la délimitation topographique de notre site.

Ma vision s'est bien réalisée car 35 personnes ont maintenant une opportunité de gagner des revenus.

## **Les barbiers des rues de Durban ont créé l'Association Siyagunda Par Gaby Bikombo, Président de l'Association Siyagunda**

Le Dimanche 18 Décembre 2005, l'organisation des barbiers des rues du Kwazulu-Natal sous le nom Association Siyagunda a été créée. Cette création était une réalisation de l'idée que beaucoup d'entre nous gardaient depuis six ans mais qui a souffert de manque d'intérêt de la part de beaucoup des barbiers de la rue qui ne concevaient pas le besoin d'une organisation.

Ensuite, en 2004 une décision de réorganiser le commerce informel à travers "le Business support département" a été prise par la Municipalité Ethekwini. Beaucoup de réunions ont été organisées pour expliquer que chacun d'entre-nous barbiers doit passer par un processus pour obtenir le permis de travail.

Un des problèmes que nous avons rencontrés était l'exclusion des gens qui n'avaient pas les cartes d'identité Sud Africaines. Ceci a sérieusement affecté un grand nombre d'entre-nous étant donné que la majorité des barbiers de la rue sont des réfugiés venant principalement de l'Afrique centrale.

Ensuite, on a commencé à chasser ceux qui n'avaient pas de permis de vente y compris les barbiers. Avec l'appui de StreetNet et du Centre de Ressources Légales (LRC) à Durban, deux d'entre nous ont décidé d'introduire une demande urgente au Tribunal de grande Instance contre la Municipalité Ethekwini en Mai 2005 après qu'ils aient été expulsés de leurs sites de vente au moment où la police détruisait les sites. Bien que nous avons perdu l'affaire au tribunal, qui challengeait la légalité d'expulsion des marchands sur la rue, ça nous a aidé à publier nos problèmes comme

les médias en avaient bien couvert. Nous avons appris qu'il n'est pas légal de refuser un permis de vente aux réfugiés qui ont obtenu la citoyenneté. Ironiquement, pendant que le tribunal jugeait l'affaire, le Business support department (le département de soutien des affaires de la municipalité Ethekewini) a commencé à délivrer des permis à certains d'entre-nous qui avons été exclus et expulsés antérieurement. Cependant, la municipalité Ethekewini continue à nous reconnaître, barbiers sur la rue comme marchands engagés dans une activité économique légitime.

L'autre observation importante de l'affaire du tribunal est que nous nous sommes rendu compte que si l'affaire avait été introduite par une organisation ou un groupe organisé des commerçants, le jugement pourrait être différent de celui que nos deux collègues ont reçu.

Avec ces précédents qui nous entourent, la menace à notre occupation devenait évidente aux yeux de tous les barbiers des rues de Durban. L'idée de créer une association était bien accueillie par la majorité des barbiers du centre ville (CBD) et ses environs.

L'association Siyagunda opère à travers toute la province du Kwazulu-Natal et a des branches à Pietermaritzburg, Empangeni et Escourt. Elle est dans le processus d'ouvrir une nouvelle branche à Eshowe, Ulundi et autres villes dans cette Province. Par ce que nous croyons que nous partageons les mêmes problèmes sans considérer les villes dans lesquelles nous sommes basés.

Bien que la majorité de nos membres à Durban sont des réfugiés, l'association Siyagunda a aussi des membres Sud Africains et reste ouverte à tous les barbiers de rue qui travaillent dans ce province, peu importe leur nationalité.

Un bon nombre de résolutions ont été considérées pendant la réunion inaugurale, y compris:

- Négocier avec la municipalité en vue d'aboutir à une solution profitable à tous;
- Faire agréer l'association;
- Organisation des branches et ouverture des nouvelles branches dans la province du Kwazulu-Natal;
- Comprendre et éduquer nos membres sur les problèmes sanitaires associés au métier de coiffure des cheveux.